



Bujumbura - Boulevard de la révolution - N° 49 – en face du bureau du ministère de l'intérieur - Email : colonie_d@yahoo.fr

L'IMPACT DU CONFLIT SUR LES POPULATIONS DU BURUNDI ET DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Etude du terrain réalisée par Jacques NTIBARIKURE avec le soutien de Evangelische
Landeskirche in Baden, (EKIBA)

Bujumbura, Novembre 2018

1	SOMMAIRE	2
	I. REMERCIEMENTS.....	2
	II. INTRODUCTION.....	2
	1.II.1 Contexte et justification.....	2
	1.II.2 Situation démographique et socio-économique.....	4
	1.II.3 Articulation du Rapport de l'étude.....	4
2	DESCRIPTION DES SITES DE L'ETUDE.....	4
	I. Carte géographique indiquant des sites de l'étude	5
	II. OBJECTIF.....	5
	2.II.1 Objectif global.....	5
	2.II.2 Objectifs spécifiques.....	6
	III. METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	6
	2.III.1 Déroulement de l'étude	6
	2.III.2 Représentativité de l'échantillon	6
	2.III.3 Probabilité proportionnelle de l'échantillon	7
	2.III.4 Répartition des répondants	7
	2.III.5 Formation des enquêteurs chercheurs du terrain.	7
	2.III.6 Déroulement des activités sur terrain	8
	2.III.7 Clarté des questionnaires complétés.....	9
	2.III.8 Saisie.....	9
	IV. ANALYSE DES DONNEES.....	10
	V. RESULTAT DE L'ETUDE	10
	VI. DISPONIBILITE DES ARMES	10
	2.VI.1 DISPONIBILITE DES ARMES AU BURUNDI.....	11
	2.VI.2 Impact du conflit armé burundais sur le pays voisin la République Démocratique du Congo	13
	2.VI.3 Disponibilité des ALPC illicites	13
	VII. IMPACTS SOCIO ECONOMIQUES.....	15
	2.VII.1 IMPACTS SOCIO ECONOMIQUES AU BURUNDI.....	15
	2.VII.2 Impacts socio-économique du conflit armé burundais sur le pays voisin la République Démocratique du Congo	19
	2.VII.3 IMPACTS DU CONFLIT ARME SUR LE GENRE.....	21
	VIII. CONCLUSION GENERALE	23

1 SOMMAIRE

I. REMERCIEMENTS

La Réalisation de la présente étude est l'œuvre de Monsieur Jacques NTIBARIKURE, Coordinateur de l'organisation la Colonie des Pionniers du Développement CPD. Elle a été rendue possible avec l'appui financier d'EKIBA. Sa réussite est la conjugaison des apports multiformes de différents personnages que nous tenons à remercier vivement.

Nos vifs remerciements s'adressent :

Aux autorités administratives de la Mairie de Bujumbura, des Provinces de Bubanza et de Cibitoke au BURUNDI, les autorités administratives du territoire d'UVIRA en République Démocratique du Congo qui ont accepté que les chercheurs fassent leur travail sans s'inquiéter ;

Aux représentants des services pénitenciers et des services de sécurité des deux pays qui ont accepté de répondre à nos questions;

Aux membres de la Commission Nationale Indépendante de Lutte contre la prolifération des Armes légères et de petit calibre, CNAP pour avoir collaboré avec nos chercheurs sur le sujet de l'étude ;

Aux représentants des partenaires au Développement du Burundi, représentants des Organisations Non Gouvernementales et religieuses qui ont accueilli les chercheurs en leurs donnant des informations utiles pour faire face à la violence armée au Burundi ;

En outre, nos vifs remerciements vont vers:

Monsieur D. NIZIGIYIMANA pour avoir supervisé les activités de l'étude au niveau du Burundi et contribué à l'analyse des données statistiques; Monsieur Freddy BYAMONYI pour avoir supervisé les activités de l'étude au niveau de l'Est de la République Démocratique du Congo en territoire d'Uvira ; Mesdames et messieurs qui ont participé à l'enquête au Burundi et en République Démocratique du Congo dans des conditions difficiles ; Mesdames et messieurs qui ont participé au travail de dépouillement et d'analyse statistique des données collectées ; toutes les personnes qui ont accepté de répondre aux questionnaires et questions qui leur ont été adressés.

Nous remercions plus particulièrement EKIBA qui a octroyé l'appui financier dédié au projet de cette étude sans lequel la « Colonie des Pionniers de Développement », C.P.D n'allait pas y parvenir, vu la taille des coûts y relatifs.

A tout un chacun, pour son apport direct ou indirect, grand ou minime soit-il pour la réussite de la présente étude, l'organisation « Colonie des Pionniers du Développement », C.PD, nous disons, merci.

II. INTRODUCTION

1.II.1 Contexte et justification

Depuis fin Avril 2015, le Burundi a sombré dans une crise politico sécuritaire violente qui a profondément perturbé tous les aspects de la vie du pays. La présente étude cherche à établir le rôle des armes illicites dans la crise politico sécuritaire en face, afin d'apprécier les facteurs en jeu. L'étude veut également démontrer les effets socio-économiques de ladite crise sur les populations; et la dimension genre dans la multitude des conséquences de cette crise sans précédent.

L'enquête, qui couvre la période de 2015 au 31 décembre 2016, est le premier passage de la série d'études produites par l'Organisation « Colonie des Pionniers du Développement », CPD en sigle; sur les déterminants de l'utilisation des armes légères et de petit calibre (ALPC) au Burundi et en République Démocratique du Congo avec l'appui financier d'EKIBA.

La plus-value de l'étude est de fournir les indicateurs clés du cadre logique et du programme en matière des Armes légères et de petit calibre (ALPC) illicites qui favorisent le conflit armé et ses conséquences. Elle veut en somme déterminer le niveau des ALPC dans les conflits armés, sans oublier de faire ressortir les facteurs comportementaux liés à leur utilisation.

L'étude pointe l'exploration du lien entre les facteurs motivateurs, l'utilisation des ALPC et les effets liés à leur circulation affectant le changement du comportement des différentes couches de la population. Le dynamique genre ressortant de cette crise armée va être mise en exergue.

L'étude a été réalisée auprès de 520 enquêtés répartis dans 4 provinces des pays de la CPGL; la Région Ouest du BURUNDI et le Sud Kivu de la RDC ayant été retenus.

Ainsi, dans cette étude, la Colonie des Pionniers pour le Développement, CPD en sigle cherche à apporter sa contribution contre les violations des droits de l'homme au Burundi corollaires à la crise politico sécuritaire.

Notre initiative entre donc dans le cadre de la mise au point des déterminants pouvant inciter le gouvernement et les défenseurs des droits de l'homme tant burundais que régionaux, voire internationaux, à appréhender les mécanismes de sortie de la crise qui a éclaté au Burundi depuis fin avril 2015.

Des scènes d'horreur sans précédent en Mairie de Bujumbura ont marqué l'aggravation de la crise sociopolitique après que le Président du Burundi Pierre Nkurunziza ait annoncé sa candidature aux élections de 2015, sa troisième candidature jugée par l'opposition et des organisations de la société civile de grave violation de la Constitution et de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.

Les accusations par des défenseurs des droits de l'homme nationaux, régionaux et internationaux portent principalement sur des cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, d'arrestations arbitraires suivies des fois d'actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

C'est donc dans la perspective de prévenir l'occultation des violations en cours au Burundi que la Colonie des Pionniers pour le Développement a initiée cette recherche avec l'ultime objectif de contribuer à montrer la manifestation des acteurs et les forces en présence sur ces faits et à faire triompher la résolution pacifique de cette crise politico sécuritaire, d'instaurer la bonne gouvernance et l'état de droit au Burundi.

L'étude vise donc à attirer régulièrement l'attention du Gouvernement du Burundi sur la gravité des violations des droits de l'homme dont on rend compte au Burundi et sur son obligation de protéger la population contre ce fléau. En effet, en tant qu'Etat partie aux différents instruments nationaux, régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme, le Burundi est tenu de mettre fin aux nombreuses conséquences découlant du présent cas de crise politico sécuritaire.

L'obligation de protection suppose également l'urgente nécessité, pour le Gouvernement, d'assurer la sécurité de la population régulièrement confrontée aux attaques répétitives dues aux armes d'assaut et à la grenade par des groupes armés et aux assassinats dont les auteurs restent souvent inconnus par les services de sécurité et judiciaires.

La Colonie des Pionniers pour le Développement s'adresse également aux partenaires techniques et financiers du Gouvernement en mettant à leur disposition des informations fiables sur l'utilisation des armes légères et de petits calibres qui se fait suivre des violations des droits de l'homme; espérant que ces partenaires pourraient user de leur influence pour amener les parties prenantes au conflit à respecter les droits de l'homme.

Notre initiative souhaite également que la même pression internationale soit exercée à l'encontre des groupes armés afin qu'ils renoncent à la violence comme mode de revendication politique et adhèrent aux principes du dialogue pour une issue pacifique du conflit.

Dans cette étude, la Colonie des Pionniers pour le Développement a centré sa recherche sur les violations des droits humains enregistrées durant la période allant de fin avril 2015 à décembre 2016 en mettant un accent sur les cas emblématiques issues de l'utilisation des armes illicites de type légère et de petit calibre, point de départ pour cette enquête plus approfondie en vue de clarifier les faits et les responsabilités de chacun des différents acteurs et forces en présence. Les responsables sont aussi bien du côté des forces de défense et de sécurité que de celui des groupes armés dans un contexte d'impunité portant un grand risque d'aggraver la criminalité et la violence déjà préoccupantes.

1.II.2 Situation démographique et socio-économique

Le Burundi est un Etat d'Afrique de l'Est, limité au nord par le Rwanda, et coïncé entre la République Unie de Tanzanie à l'Est et la République Démocratique du Congo à l'Ouest. Il occupe une superficie de 27834 km² et situé au cœur de l'Afrique des Grands Lacs. Constitué en grande partie de hauts plateaux et de collines, le Burundi se situe sur la ligne de séparation des eaux du Nil et du Congo. Le Burundi, dont le régime politique est la république depuis 1966, a comme capitale politique et économique Bujumbura qui comptait en 2016 une population de 658 859 habitants.

Quant à la démographie, la population du Burundi est de 9,84 millions d'habitants avec une **densité de 353 habitants/km²** tandis que l'Indice de fécondité atteint 6,1 avec une Croissance démographique de 3,7 % dans les limites d'**espérance de vie de 55,5 ans** pour les femmes et 51, 8 ans pour les hommes.

En essayant de rassembler quelques éléments considérables de la société, la classe sociale est subdivisée en Ethnies : Hutus, Tutsis, Twas qui parlent néanmoins le kirundi, leur seule langue maternelle. La langue officielle est le français. Très récemment, les six pays de la Communauté des Pays de l'Afrique de l'Est : EAC (East African Community) dont le Burundi fait partie, l'anglais et le swahili ont été validés comme langues officielles de cette sous-région. Elles font depuis un certain temps partie intégrante des curricula à partir de l'enseignement primaire.

Les congrégations religieuses du Burundi sont majoritairement réparties dans les proportions qui suivent, chrétiens (67 %), animistes (23 %), musulmans (10 %).

Le taux d'alphabétisation **avoisine 86,95 %** ? et le développement humain occupe une place qui tend vers derrière : 180^{ème}/ 187 pays selon le rapport du PNUD de 2014. Dans le domaine de l'économie, la monnaie locale utilisée au Burundi est le franc burundais. En 2014, la croissance économique évaluée à 4,2 % avec un taux d'inflation de 11, 99 %. Durant la même année, le produit intérieur brut : PIB par habitant est de 251\$/habitant dans une situation de dette publique **de 35,4 %** du PIB.

1.II.3 Articulation du Rapport de l'étude

Ainsi, le rapport de l'étude est articulé sur trois parties:

- La première partie aborde le contexte de disponibilité et l'accès facile aux armes illicitement détenues, leur utilisation illégale ;
- La deuxième partie porte sur les effets socio-économiques du conflit armé d'avant, pendant et après les élections de 2015 au Burundi comme dans la partie de l'Est du pays voisin la République Démocratique
- La troisième partie récapitule les impacts sur le genre tant au Burundi que dans la partie de l'Est du pays voisin, la République Démocratique.

Enfin, la dernière partie est constituée de la conclusion et suggestion.

2 DESCRIPTION DES SITES DE L'ETUDE

Le point de départ de toute approche sur le conflit et la violence extrême est de reconnaître qu'ils sont toujours spécifiques à un contexte particulier. Les théories générales – qu'elles renvoient au choc des civilisations, d'anciennes rancunes tribales, à l'avidité ou aux revendications économiques –, peuvent fournir de bons discours programme, et font vendre des livres. Elles peuvent aussi être utiles pour identifier certains facteurs qui doivent certes être pris en compte pour comprendre les dynamiques de certaines situations, mais elles ne permettent jamais de distinguer les circonstances explosives de celles qui ne le sont pas. La paix implique plusieurs acteurs et plusieurs dimensions de la vie humaine. Pour les personnes engagées dans la construction sur le terrain mais prises dans les tâches quotidiennes, il convient d'avoir une vision globale cohérente qui donne un sens à l'ensemble des efforts.

Dans cet ordre d'idées, l'on insistera ici sur des publications récentes qui toutes permettent, d'une manière ou d'une autre, de mieux appréhender les causes, l'impact et les origines de différents conflits liés à l'accès facile aux ALPC, à l'utilisation des armes légères et de petits calibres illicites.

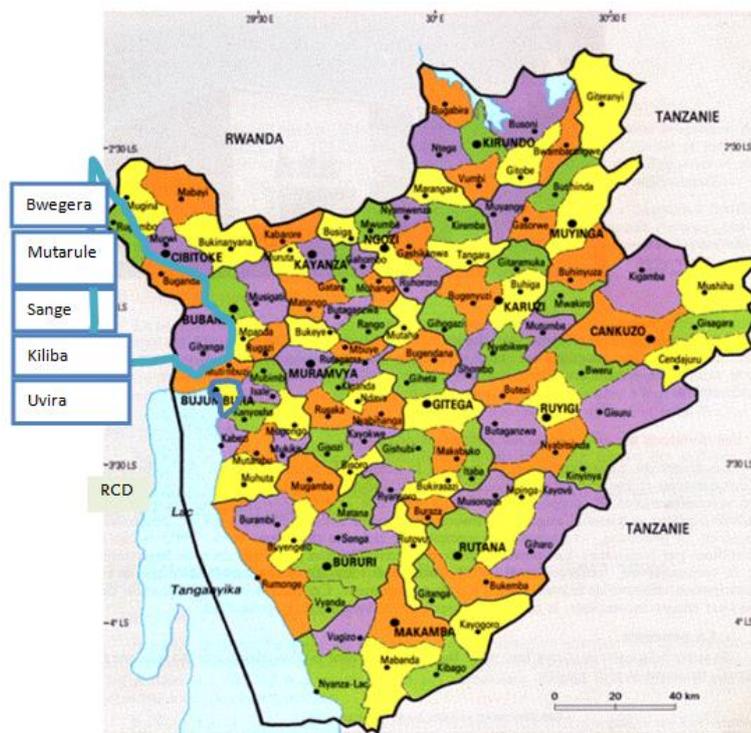
La Colonie des Pionniers du Développement se lance au travail sur terrain pour répondre avec preuves, témoignages et opinions de quoi il s'agit en réalité sur terrain. Cela suppose, à partir d'où, de quel lieu et de quel moment considère-t-on qu'il y a « un terrain de recherche pouvant guider la recherche de solution du conflit armé que connaît le Burundi avec ses impacts négatifs sur les pays voisins. Telles ont été les questions premières qui ont fondé cette étude qui entend également montrer qu'au-delà d'appréhender les rapports des informations confirmées par les uns et contestées par les autres comme processus de construction et processus d'appropriation ; c'est aussi en termes de « relation en tension » qu'il convient de considérer l'expérience du terrain. Ce faisant, sont proposées quelques sites de l'étude sur l'enquête de terrain. L'étude, prend particulièrement appui sur les zones d'événements sanglants ayant impliqué une investigation de terrain assez conséquente et avons choisi au Burundi la Mairie de BUJUMBURA, la ville de Gihanga en province de Bubanza et la ville de Rugombo en province de CIBITOKÉ. En République démocratique du CONGO, le choix a porté sur le Territoire d'Uvira dans la ville d'Uvira, les cites de Kiliba, de Sange, de Bwegera et Mutarule .

I. Carte géographique indiquant des sites de l'étude

La zone concernée par l'étude est délimitée par le contour en bleu (Rugombo et ses environs en province de Cibitoke, La ville de Gihanga et ses environs en province de Bubanza et la Mairie de Bujumbura), incluant la partie Est de la République Démocratique du Congo (Uvira, Kiliba, Sange, Mutarule et Bwegera).

II. OBJECTIF

2.II.1 Objectif global



Dans cette étude, la Colonie des Pionniers du Développement « CPD en sigle » cherche à contribuer à la gestion du conflit au Burundi en générant des informations sur les canaux et les mécanismes internes et externes de la disponibilité et l'acquisition d'armes légères et de petit calibre illicites depuis avril 2015 à décembre 2016.

2.II.2 Objectifs spécifiques

Depuis 2015, le Burundi connaît une crise violente armée qui a profondément marqué le pays et qui n'épargne pas les pays voisins tel que la République Démocratique du Congo. La présente étude a des objectifs spécifiques dont:

1. Générer des informations sur les causes et la dynamique qui entrent en jeu ou influencent la demande et le flux d'Armes légères et de petit calibre illicites ALPC qui favorisent la pérennité des conflits ;
2. Identifier les types d'armes utilisées dans la violence armée au Burundi, leurs sources, les utilisateurs, en violation de la convention et des traités internationaux relatifs à la vente et à l'utilisation des armes légères;
3. Démontrer les effets de la disponibilité de ces armes dans le ravitaillement ou au maintien du conflit;
4. Étudier les effets de ces armes et le conflit sur l'état du développement humain dans le pays, en mettant particulièrement l'accent sur la protection des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables;
5. Établir les risques et l'impact des flux illégaux d'armes sur les populations des pays voisins;
6. Examiner les résultats et les corroborer avec les organisations partenaires;
7. Valoriser le rapport du projet par la sensibilisation contre les ALPC;
8. Promouvoir le plaidoyer et le lobbying sur les armes légères illicites en synergie avec les organisations partenaires.

III. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Cette étude a été réalisée au cours du mois de mars Juillet 2017, auprès d'un échantillon représentatif de 520 répondants répartis dans 2 pays dont le Burundi et la RDC. Trois sites de l'ouest du Burundi ont été touchés par cette étude : la mairie de Bujumbura, la commune GIHANGA de la province BUBANZA ainsi que la commune RUGOMBO de la province CIBITOKÉ. Quant à la RDC, aussi cinq sites frontaliers du Burundi ont été ciblés : la ville d'Uvira, la ville de Kiliba, celles de Sange, de Mutarule et de Bwegera.

2.III.1 Déroulement de l'étude

2.III.2 Représentativité de l'échantillon

Le plan d'échantillonnage pour ce premier passage d'enquête est un échantillon stratifié par grappes à deux degrés et la sélection de la population a été faite de façon sélective pour assurer la représentativité aux réponses diversifiées de l'échantillon. La base de sondage a été constituée sur base des projections bâties au regard des parties prenantes dans la gestion des conflits armés et des zones géographiques touchées par le conflit armé depuis 2015 à décembre 2016.

Ainsi, les 520 répondants ont été sélectionnés dans 4 catégories tenant lieux de parties prenantes dans la gestion de la crise violente qui a marqué profondément le pays. Cette taille a été répartie proportionnellement aux sites faisant objet de l'étude au Burundi et à l'Est de la République Démocratique du Congo en territoire d'Uvira. Au premier degré, 10 sites ont été sélectionnés en zone urbaine de Bujumbura et 10 autres sites du territoire d'Uvira totalisant 150 répondants. Cette sélection a été faite de manière indépendante à l'intérieur de chaque pays avec une probabilité proportionnelle à la taille des quartiers. Au second degré, une liste de 200 répondants a été tirée dans chacune des communes rurales soit deux au Burundi et 2 autres en RDC. Un questionnaire adapté a été utilisé pour collecter les données par la méthode d'interview face à face. Pour préparer le terrain des chercheurs, une descente de contact avec des autorités locales des sites tant au Burundi qu'en République Démocratique du Congo a été effectué par des superviseurs de l'étude, chacun dans ses sites de travail. Les contacts ont été réalisés à deux niveaux, à l'endroit des administratifs pour leur informer sur la nécessité de l'étude et à l'endroit des chercheurs sélectionnés pour leur demander de confirmer leur disponibilité et participation aux activités prévues avant le recrutement. Le recrutement, la formation des enquêteurs, la collecte des données

et la saisie ont été effectuées par des statisticiens informaticiens. L'analyse des données a été conduite en utilisant le logiciel Excel avancée et des modèles d'analyse multi variée (régression logistique et ANOVA) ont été utilisés. Rappelons que le succès de la régression logistique repose justement en grande partie sur la multiplicité des outils d'interprétations qu'elle propose. Nous avons utilisé les modèles d'analyse multi variée pour rentabiliser l'objectif recherché, la nature des variables et la mise en œuvre formelle de notre étude. Nous avons pu identifier deux grandes familles : celle des méthodes descriptives visant à structurer et résumer l'information et celle des méthodes explicatives visant à expliquer une ou des variables dites « dépendantes » (variables à expliquer) par un ensemble de variables dites « indépendantes » (variables explicatives).

2.III.3 Probabilité proportionnelle de l'échantillon

Pour faire face aux organisations sans but lucratif, aux ambassades et aux institutions publiques impliquées avec le but de maximiser la complétude de réponses, nous avons ajouté une proportion de 5,5%. Ce qui a fait un échantillon de $500+20=520$. Nous référant ensuite que les conflits armés vécus au Burundi ont frappé tout le monde c'est-à-dire tout sexe, tout âge et toute profession, la taille de notre population au Burundi et à la RDC a respecté le principe de probabilité proportionnelle à la taille dans les deux pays.

2.III.4 Répartition des répondants

Centre	Nombre de site	Nombre de répondant indépendant	Nombre de répondant des ASBL touchées	Nombre de répondant des institutions publiques touchées	Nombre ONG internationales touchées	Nombre total de Répondant	Pourcentage des répondants de sexe féminin	Pourcentage des répondants de sexe masculin
Mairie de Bujumbura	10	100	50	5	5	160	50%	50%
Commune GIHANGA	10	85	10	3	2	100	50%	50%
Commune RUGOMBO	10	85	10	3	2	100	50%	50%
RDC	10	100	50	5	5	160	50%	50%
Total	40	370	120	16	14	520	50%	50%

Nous avons fait une étude descriptive transversale :

1. Pour vérifier la réalité de l'utilisation effective des ALPC et atteindre chacun des objectifs spécifiques, nous avons utilisé la méthodologie suivante :
2. Pour évaluer les connaissances de la population en matière d'ALPC: un questionnaire relevant les questions suivantes ont été posée entre autres :
 - ❖ Connaissances des principaux ALPC usitées
 - ❖ Connaissances du mode motivateur et le comportement des uns et des autres.
3. Pour identifier les facteurs influençant l'approvisionnement et la disponibilité des armes illicites lors des conflits armés, nous avons croisé cette variable à d'autres variables indépendantes entre autre la perception du risque, les effets et conséquences rattachés à l'utilisation illicite.

2.III.5 Formation des enquêteurs chercheurs du terrain.

Rappel sur les armes légères et de petit calibre :

Le formateur a indiqué qu'il n'y a pas une définition unanimement acceptée ; il faut néanmoins retenir que les armes légères ou de petit calibre désignent, en général, toute arme qui peut être transportée et utilisée par un seul individu ainsi que les munitions qui leur sont associées. Pour Agnès Marcaillou^{2(*)}, la notion d'armes légères et de petit calibre renvoie tout simplement à toutes les armes que l'homme peut porter. Sont donc classées dans cette catégorie les lance-roquettes, les grenades, les pistolets automatiques et semi-automatiques, etc. Les militaires parleraient d'armes utilisées par un seul servant.

- ✓ **Les transferts autorisés** sont ceux autorisés par au moins un gouvernement.
- ✓ **Les transferts Illégal** ; Egalement appelés transferts sur le marché gris, ce sont des transferts autorisés par un gouvernement, mais qui sont d'une légalité douteuse, du moins du point de vue du droit international (risque important d'utilisation abusive) ou irresponsable à tout autre égard (risque important de détournement vers des destinataires non autorisés).
- ✓ **Fabrication Transferts, Circulation**, prolifération des armes légères illicites et leur usage abusif. Les expressions font référence à tout ce qui n'est autorisé par aucun gouvernement.
- ✓ **Transferts, prolifération, fabrication, circulation illicites** englobent tout ce qui est irresponsable et illégal (marché gris /noir).
- ✓ **Transferts secrets**¹

Ce sont les transferts dans lesquels les gouvernements dissimulent leur participation souvent, mais pas toujours, parce qu'ils sont illicites.

La définition des concepts étant déjà faite, il y a lieu de préciser maintenant l'objectif et l'intérêt de l'étude.

Les buts de la formation étaient les suivants :

Présenter le cadre de l'enquête et ses objectifs ;

Familiariser les enquêteurs à la méthodologie de l'enquête par interview et à la rigueur scientifique ;

Familiariser les enquêteurs au questionnaire et aux instructions quant à l'inscription des réponses;

La formation des enquêteurs et des superviseurs. Brièvement, la formation des enquêteurs était axée sur Les tâches de l'enquêteur et du superviseur, le travail de l'enquêteur qui est d'identifier les personnes éligibles et leur administrer le questionnaire. Il a été stipulé que l'enquêteur doit avoir tout le matériel, négocier la participation des enquêtés, ne pas être pressé ou trop pressant, mettre à l'aise l'enquêté, ne pas influencer les réponses, rencontrer le chef d'équipe pour lui rendre compte du déroulement de l'enquête. Toutes ces informations ont été transmises aux chercheurs des terrains lors de leur formation.

2.III.6 Déroulement des activités sur terrain

Le projet d'étude sur l'impact du conflit armé Burundais a commencé le premier mars 2017 tel qu'il est prévu dans le plan d'action revue. Durant la période du 1er au 15 mars 2017, on a sélectionné les chercheurs impliqués et les administratifs des sites d'action de 'étude ont été contactés et informés sur les activités prévues et leur importance. Du 15 au 23 mars 2017, on a procédé à la formation des chercheurs au Burundi et à Uvira en République Démocratique du Congo

Après la première phase qui visait l'identification et le contact avec les personnes impliquées dans l'action et leur formation, une troisième phase de collecte des données a commencé comme prévu dans le plan par la distribution des questionnaires d'enquête et des descentes sur terrain. Avant d'entamer les descentes sur terrain, une réunion de rappel et de compréhension commune de l'activité a eu lieu à Bujumbura. Au cours de cette séance, on a insisté sur l'objet de l'étude, les informations recherchées, le comportement prévisionnel des répondants et le comportement des enquêteurs à adopter sur terrain.

Après la rencontre et le remplacement des chercheurs qui ont hésité à continuer avec le travail, 4 chercheurs ont été formés à leur tour en tenant compte de la représentation du genre et de leur expérience en matière de collecte des données et de recherche. Placés sous l'encadrement d'un superviseur, ils ont été affectés en 10 zones touchées profondément par le dernier conflit en Mairie de Bujumbura. Quant aux deux autres sites en dehors de BUJUMBURA, 2 chercheurs ont été affectés en province de Cibitoke et 2 autres en province de Bubanza toujours sous l'encadrement des superviseurs. Dans chacune de ces deux provinces, 100 personnes devraient être ciblées et interrogées.

A l'Est de la République Démocratique du Congo, 3 chercheurs encadrés par un superviseur ont été affectés dans 5 sites prévus dans le projet dont la ville d'Uvira, la ville de Kiliba, celles de Sange, de Mutarule et de Bwegera.

¹ONU : Traité sur le commerce des armes ; GRIP

En plus des 10 zones prévues dans l'étude au Burundi, la Zone de Rohero qui est le centre-ville de Bujumbura où se trouvent presque tous les bureaux administratifs des confessions religieuses ; des ONG internationales et nationales, des Ambassades à rencontrer a été aussi considérée comme une 11^{ème} zone faisant partie des sites de notre étude.

Notons que pour des raisons de protéger les chercheurs et les répondants, toute personne ciblée était interrogée individuellement. Ce faisant, malgré des jours de fête qui approchaient, tous les enquêteurs devraient remettre les fiches d'enquête complétées au plus tard le 20 avril 2017 à Bujumbura.

Les enquêteurs ont respecté les recommandations qui les incitaient de concentrer la récolte des données au sein des organisations locales et internationales qui interviennent sur la paix et aux administratifs locaux qui jugent des cas de violation des droits humains par les armes.

Toutes les organisations proposées par la Consultante et que nous avons aussi prévu de rencontrer ont été contactées, bien que le degré et le climat de réception différent. Durant la période de collecte des données, jusqu'à la date du 20 avril fixée pour la remise des fiches complétées, il n'y a pas eu d'incident qui a empêché la poursuite de l'étude.

Les fiches qui contiennent des réponses données par des répondant de différentes communautés, des administratifs et des responsables de la sécurité dans différents sites d'étude ont été remises par des enquêteurs à la date convenue du 20 avril 2017, 3 jours avant la date butoir de la fin de cette phase de collecte des données prévue dans le plan d'action. Notons que 95% des personnes et d'institutions ciblées dans l'étude ont répondu à nos chercheurs.

Les répondants ciblés et rencontrés sont des groupes suivants :

- ✓ Hommes de 18 à 35 ans au niveau de la communauté de base ;
- ✓ Femmes de 18 à 35 ans, survivantes de la violence armée ;
- ✓ Des membres du Point focal national sur les armes légères / Commission Nationale Indépendante sur les Armes légères et de petit calibre CNAP ;
- ✓ Des organisations locales et internationales qui interviennent sur la paix et la sécurité.
- ✓ Des agents des Postes de polices des 10 zones de la Mairie
- ✓ Agent de la police Judiciaire des parquets,
- ✓ Les Cours et tribunaux de Bujumbura, de Bubanza en commune Gihanga et en commune Rugombo ;
- ✓ Services d'appui à la croissance économique
- ✓ Services des assurances et banques,
- ✓ Services de collecte des recettes ;
- ✓ confédérations des opérateurs économiques
- ✓ Les agents adultes représentant des confessions religieuses et ONG âgés entre 30 et 60 ans

Après la clôture de collecte de toutes les données, les activités de dépouillement, d'analyse des données et de confection du document de rapport de l'étude ont suivi.

2.III.7 Clarté des questionnaires complétés

Les réponses étaient fournies dans un vocabulaire simple compréhensible par les encodeurs. La clarté était obtenue également par la formulation des réponses courtes, l'ordre et l'orientation des questions.

2.III.8 Saisie

La saisie a été effectuée par des statisticiens informaticiens. Il s'agissait de collecter les données recueillies dans les tableaux de dépouillement. Pour chaque question, on a dénombré les réponses obtenues. On a utilisé un tableau à triple entrée. Chaque question a fait l'objet d'une colonne propre à elle. Chaque questionnaire est dépouillé dans un classeur Excel du tableau. Le dépouillement a été complètement informatisé en Excel avancé.

2.III.8.1 Les tri statistiques

Deux types de tris ont été appliqués sur les données brutes de l'enquête.

2.III.8.2 Le tri « à plat »

Cette opération a consisté simplement à calculer les pourcentages correspondant aux diverses catégories de réponses obtenues.

2.III.8.3 Le tri « croisé »

Il s'agissait de répartir les réponses obtenues à une question en fonction de celles obtenues à une autre question et de calculer les pourcentages correspondants. Toutefois, cette méthode combinée de la saisie nous a permis la vérification en une seule fonction

IV. ANALYSE DES DONNEES

Nous avons ensuite établi des tableaux et graphiques comparatifs servant à déterminer le nombre de fois que survient un événement particulier, et à élaborer des tableaux et **graphiques** de répartition de la fréquence. Ces tableaux et **graphiques** de dépouillement nous ont été utiles dans l'analyse.

Ce processus nous a été utile de remarquer des erreurs et de passer à la vérification avant l'analyse car les vérifications ont lieu directement sur un ordinateur.

Après la saisie des données dans la base de données informatisées, l'étape suivante consistait à vérifier l'exactitude de toutes les réponses.

L'analyse des données a été conduite en utilisant le logiciel Excel avancé et des modèles d'analyse multi variée (régression logistique et ANOVA) ont été utilisés. Rappelons que le succès de la régression logistique repose justement en grande partie sur la multiplicité des outils d'interprétations qu'elle propose. Nous avons utilisé les modèles d'analyse multi variée pour rentabiliser l'objectif recherché, la nature des variables et la mise en œuvre formelle de notre étude. Nous avons pu identifier deux grandes familles : celle des méthodes descriptives visant à structurer et résumer l'information et celle des méthodes explicatives visant à expliquer une ou des variables dites « dépendantes » (variables à expliquer) par un ensemble de variables dites « indépendantes » (variables explicatives).

Chaque tableau et chaque graphique est interprété et suivi des commentaires sur les tendances principales et significatives des résultats qui s'en dégagent. La significativité se base sur l'écart entre les ses scores, sans nécessairement recourir à des opinions personnelles mais plutôt celles déjà préexistantes dans les littératures des observateurs, des défenseurs des droits humains, des rapports nationaux, régionaux et internationaux

Au cours de l'analyse, nous avons regroupé les réponses par domaine prenant pour référence aux réponses par rapport aux caractéristiques des questions et des catégories de personnes interrogées. La satisfaction de ces critères limite le nombre de réponses à la pertinence des résultats obtenus.

V. RESULTAT DE L'ETUDE

L'analyse des résultats de l'Etude menée auprès des différentes couches sociales au Burundi et à l'Est de la République Démocratique du Congo expliquent les degrés de la disponibilité des armes légère illicites, leurs effets sur la vie socio-économiques et sur le genre.

VI. DISPONIBILITE DES ARMES

D'après les informations recueillies auprès de certains individus sur la disponibilité et l'accès facile aux armes légères et de petit calibre illicites est une réalité vécue au quotidien des populations vivant dans différents sites ciblés par l'étude. Cette disponibilité est facilitée par des trafiquants des armes non contrôlées par les services étatiques habilités et cela acerbe des conflits.

2.VI.1 DISPONIBILITE DES ARMES AU BURUNDI

2.VI.1.1 La catégorie des armes utilisées dans le conflit burundais de 2015 à 2016

La population connaît très bien, soit par simple vue, soit par souvenir en mémoire des noms exacts des armes utilisées. 5 types d'armes ont été principalement utilisés. Quatre types d'armes ont été utilisés à un niveau plus élevé. Il s'agit de pistolet qui est cité à valeur de 90,9%, AK47 kalachnikov non pliante à 89,7%, AK47karashnikov pliante à 83,4% et la grenade à 88%. Au second niveau ont été utilisées la G3 à 57%. En troisième position c'est la mitrailleuse à 45,7%. En plus des photos d'armes exhibées par des enquêteurs au cours de l'enquête, des répondants ont ajouté d'autres armes disponibles dont les grenades.

C'est surprenant d'avoir des réponses qui disent que dès le début des manifestations, il ya eu la disponibilité des ALPC sans savoir quand elles ont été distribuées dans la population civile. Ce qui est inexplicable et incompréhensible. Ceci a été dit par 350 répondants sur 350 soit 100%

2.VI.1.2 Les images des types armes utilisées aperçues par les populations interrogées



A. Pistolet



B. AK47 non pliante



C. AK47 pliante



D. G3



E. Mitraileuse



F. Grenade en fragmentation

2.VI.1.3 La catégorie des armes utilisées dans le conflit burundais de 2015 à 2016

La population reconnaît, soit par simple vue, soit par souvenir en mémoire des noms exacts des armes utilisées. 5 types d'armes ont été principalement utilisés. Quatre types d'armes ont été utilisés à un niveau plus élevé. Il s'agit de pistolet qui est cité à valeur de 90,9%, AK47 kalachnikov non pliante à 89,7%, AK47karashnikov pliante à 83,4% et la grenade à 88%. Au second niveau ont été utilisées la G3 à 57%. En troisième position c'est la mitrailleuse à 45,7%.

En plus des photos d'armes exhibées par des enquêteurs au cours de l'enquête, des répondants ont ajouté d'autres armes disponibles dont les grenades. C'est surprenant d'avoir des réponses qui disent que dès le début des manifestations, il ya eu la disponibilité des ALPC sans savoir quand elles ont été distribuées dans la population civile. Ce qui est inexplicable et incompréhensible. Ceci a été dit par 350 répondants sur 350 soit 100%.

2.VI.1.4 Degrés d'acquisition des armes légères et munitions

Les répondants interrogés par des enquêteurs ont affirmé que l'acquisition des armes est une réalité. Sur 350 personnes interrogées au Burundi, 118 disent que l'acquisition des armes à un niveau très élevés, 122 le niveau élevé, 135 niveau moyen et 72 disent que le niveau d'acquisition est

négligeable. Quant à l'acquisition des munitions, les répondants interrogés, 144 ont dit que l'acquisition est très élevée, 118 parlent du niveau élevés, 137 s'expriment en disant que le degré d'acquisition est moyen et 63 concluent en disant que le degré d'acquisition est négligeable.

2.VI.1.5 La population utilisatrice des Armes illicites qui alimentent le conflit au BURUNDI

Depuis le 26 avril 2015, des jeunes des quartiers de la mairie de Bujumbura se sont lancés dans les manifestations qui s'en ont suivi de conflits armés avec utilisation illicite des armes légères et de petit calibre.

D'après les informations recueillies, les personnes interrogées ont accepté en faisant le choix des réponses sur des personnes qui ont utilisé des armes illicites illégalement.

Les réponses venant de 350 personnes sont aux nombres de 777 car un répondant pouvait donner plus d'une réponse concernant différentes catégories d'utilisateurs d'armes. Ainsi le total des réponses qui citent des manifestants sont à 147, 137 citent des femmes, 244 citent des hommes, 112 pour les jeunes hommes, 39 pour la population rurale et 98 pour les acteurs politiques.

La première catégorie les a utilisées à un niveau très élevé, il s'agit des jeunes hommes qui atteignent un pic de 71,4%, ensuite la population urbaine qui a avancé jusqu'à un niveau de 40% par rapport à la population rural qui ne dépasse pas un taux de 9,4%.

En troisième position vient le cas d'acteur qui est composé par des utilisateurs qui portent les lunettes politiques et représente 39,1% parmi lesquels on peut citer les jeunes du parti au pouvoir (25,5%), les jeunes des partis de l'opposition (16%), les ex-combattants (20,3%). La dernière catégorie est une comparaison de la main invisible du gouvernement via les forces de l'ordre dont les policiers et la documentation à l'ordre de 14,9% par rapport aux manifestants au pourcentage de 12,6% des répondants.

Pour illustrer cette réalité, il ya lieu de citer une date preuve de déclaration d'un conflit armé par le gouvernement via le président nouvellement élu malgré la contestation qui ont alimenté le conflit armé au Burundi. Signalons que certains répondants qui ne voulaient pas que les enquêteurs notent les cas de quelques agents de force de l'ordre qui utilisent abusivement les armes sensées de protéger la population en regrettent.

2.VI.1.6 Motivation à l'armement

Alors que les lois burundaises autorisent les manifestations pacifiques, il a été surprenant de voir que 53 répondants ont motivé que les armes ont été utilisées pour frapper les manifestants pacifiques. Alors peut-on penser que les forces de l'ordre utilisent les armes pour frapper les manifestants.

2.VI.1.7 Les raisons d'acquisition des armes illicites

137 répondants sur 350 disent que parmi les facteurs qui favorisent l'accès et la circulation des ALPC et leur munitions, que c'est surprenant de voir le gouvernement distribuer des ALPC aux jeunes du parti au pouvoir. De plus 251 sur 350 répondants disent que c'est tout à fait inattendu de voir que les ALPC circulent librement sur les frontières du Burundi avec ses pays voisins. Des mesures d'assurer la sécurité des frontières poreuses s'avèrent nécessaires.

Ce qui est frappant est de constater que ces ALPC entreraient après avoir corrompu les agents de l'ordre et de l'immigration.

Il est inexplicable qu'en cas de conflits politiques, les gens se procurent des armes pour régler de simples conflits entre eux tels que les conflits fonciers, les conflits familiaux avec des armes.

2.VI.1.8 Sources d'approvisionnement

Les répondants en parlant de l'acquisition gratuite et de la distribution par les acteurs politiques, ils affirment sans ambiguïté que l'approvisionnement a été planifié bien avant la crise armée et que des stocks d'armes illicites étaient déjà énormes à l'intérieur du Burundi. Il est étonnant que la majorité des ALPC utilisées au Burundi ait été approvisionnées depuis l'intérieur du pays après deux étapes du désarmement volontaire de 2009 et de 2010, alors que la Commission Nationale indépendante de lutte contre les armes légères avait annoncé la réussite du dudit désarmement. Il est également

surprenant de constater des réponses qui disent que les armes saisies par la police soit redistribuées pour frapper la population dont elle est censée protéger.

Ce qui est surprenant et frappant est que Statistiquement, on remarque que le pourcentage de répondants disant que les armes illicites acquises depuis l'Intérieur du pays découlent des stocks constitués depuis 2014(19,1%), des distributions gratuites (21,1%), des armes saisies par la police puis retrouvées parmi les populations civiles illicitement (7,1%), des stocks officiels qui ne seraient pas bien contrôlés de 4,6%. Quant aux armes acquises de l'extérieur du pays, les répondants citent des origines notamment 25,1%, attribués à la République Démocratique du Congo 18,3%, au RWANDA à cause de tout un arsenal militaire versé sur le sol congolais depuis le génocide de 1994 avec 6% à la TANZANIE 3,7%, à l'Europe, 7,4% à l'Asie ou seraient des fabricants et 13,1% déclare ne pas le savoir faute de marché officiel.

2.VI.1.9 Fluctuation du prix des ALPC

51 sur 350 répondants soit 14,6% disent que le prix des armes n'a pas connu de fluctuation alors que 141 répondants sur 350, soit 40,3% disent le contraire, les prix ont changé. En affirmant la fluctuation, les réponses montrent que les acteurs les ont acquis gratuitement dans l'ordre de 21,4% tandis que 15,7% les ont reçus à bas prix et 14,3% les ont ramassés là où elles étaient cachées, enfin 16,3% ont pu les intercepter par désarmement. Ce qui est surprenant c'est que certains répondants soit 141 répondants sur 350 confirment que la fluctuation des prix des ALPC a été évidente alors que 51 sur 350 nient la fluctuation. Ceci exprimerait peut-être que les visions sur l'acquisition et l'utilisation est différente.

Les informations données par des répondants nous apprennent que, dans une conférence de presse que le ministre de la sécurité publique a tenue mardi 19 juillet 2016, Alain Guillaume Bunyoni a indiqué que plusieurs armes ont été saisies ; 164 fusils de catégories divers, 199 grenades, 10 bombes, 5 mines et 12626 cartouches. Le Général Alain G. Bunyoni ministre de la sécurité publique a affirmé que ces armes ont été saisies dans le désarmement des civils qui les détiennent illégalement. Dans la période des 6 mois de 2016, la police a procédé également au démantèlement de foyers résiduels d'insurrectionnels surtout dans la commune Mugamba. Selon lui, 35 criminels se sont rendus aux forces de l'ordre dont 8 ont été présentés à la commission nationale indépendante des Droits de l'homme CNIDH, 2176 criminels ont été appréhendés, plus de 12000 dossiers judiciaires des auteurs de criminalité sont en cours d'instruction et 418 bandes de criminels ont été détruites.

2.VI.2 Impact du conflit armé burundais sur le pays voisin la République Démocratique du Congo

2.VI.3 Disponibilité des ALPC illicites

A l'image du BURUNDI ce graphique donne la photographie des types d'armes utilisées en RDC, la population connaît très bien, soit par simple vue, soit par souvenir en mémoire des noms exacts des armes utilisées. Le pistolet est utilisé à un niveau très élevé de 99,3% des répondants.

A un degré élevé, on utilise la Kalachnikov non pliante et la pliante et la mitrailleuse respectivement avec un pourcentage de 42%, 62,3%, et 63,3%. La G3 intervient en 5ème position avec un pourcentage de 39,3% et la grenade en dernière lieu au pourcentage non négligeable de 38,7%. Par comparaison du cliché statistique burundais et le photogramme de la RDC sur les types d'arme la RDC retrace des zones d'accalmie tandis que le Burundi démontre la monotonie.

2.VI.3.1 La population utilisatrice des ALPC en République Démocratique du Congo RDC

Selon les répondants interrogés les détenteurs sont : les jeunes autochtones 44,7% des répondants après les jeunes hommes cités à 100% et les rebelles autochtones qui totalisent 78%. Le pourcentage le plus bas des acteurs armés cités sont les hommes adultes avec un taux de 25,3%.

2.VI.3.2 Motivation à l'armement des civils

Il est frappant que le pourcentage d'attaquer BUJUMBURA (38,7%) soit la réponse caractéristique de la riposte au conflit armé au BURUNDI né en avril 2015. L'autre caractère inattendu est

l'autodéfense (au taux de 97,3%) contre le corps de police et les troupes de l'armée régulière au Burundi qui traverse la frontière pour les attaquer en RDC.

Mais aussi, l'exploitation des ressources minières même s'il est cité avec un taux de 0,7 % des répondants pourraient être une ressource pour se procurer des armes et des moyens de subsistance pour les groupes armés. Les autres motivations liées à l'enrichissement, aux règlements de compte et autres criminalités en RDC.

2.VI.3.3 Impact des ALPC circulant illicitement à l'Est de la RDC

Situés dans l'est de la République Démocratique du Congo, les provinces du Nord et Sud Kivu sont la proie depuis une vingtaine d'années des hommes en armes. Très éloignée de la capitale Kinshasa, cette zone intégrée à la région des grands lacs et frontalière avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie est relativement inaccessible avec peu de routes et des zones de forêt dense.

Elle s'est transformée en un terrain de lutte pour de nombreux groupes armés, qui se disputent entre autres les importantes ressources naturelles de son sol. Or, pétrole, cassitérite nécessaire à la fabrication de téléphones portables, gaz méthane, la région s'est transformée en une zone d'anarchie où les civils sont pillés, violés et tués par des groupes parfois indéterminés.

Des informations faisant état d'infiltrations de rebelles burundais sur le sol congolais inquiètent les services de sécurité de la RDC. Dans le territoire d'Uvira, l'armée et les autorités locales ont multiplié les opérations de sensibilisation auprès de la population pour signaler la présence de ces infiltrés. Il s'agit de quelques 70 km à surveiller.

Une présence d'autant plus compliquée qu'il y a des groupes anciens, mais aussi des groupes nés depuis le début de la crise au Burundi. Les services de sécurité congolais disent avoir intercepté certains de ces nouveaux rebelles burundais.

Et sur la base des informations recueillies, ils disent aujourd'hui avoir une bonne vue de ce phénomène d'infiltrations et, par extension, des nouveaux groupes rebelles burundais.

2.VI.3.4 Alimentation et fluctuation des ALPC au Sud –Est de la RDC

Situés dans l'est de la République Démocratique du Congo, les provinces du Nord et Sud Kivu sont la proie depuis une vingtaine d'années des hommes en armes. Très éloignée de la capitale Kinshasa, cette zone intégrée à la région des grands lacs et frontalière avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie est relativement inaccessible avec peu de routes et des zones de forêt dense.

Elle s'est transformée en un terrain de lutte pour de nombreux groupes armés, qui se disputent entre autres les importantes ressources naturelles de son sol. Or, pétrole, cassitérite nécessaire à la fabrication de téléphones portables, gaz méthane, la région s'est transformée en une zone d'anarchie où les civils sont pillés, violés et tués par des groupes parfois indéterminés.

Des informations faisant état d'infiltrations de rebelles burundais sur le sol congolais inquiètent les services de sécurité de la RDC. Dans le territoire d'Uvira, l'armée et les autorités locales ont multiplié les opérations de sensibilisation auprès de la population pour signaler la présence de ces infiltrés. Il s'agit de quelques 70 km à surveiller.

Une présence d'autant plus compliquée qu'il y a des groupes anciens, mais aussi des groupes nés depuis le début de la crise au Burundi. Les services de sécurité congolais disent avoir intercepté certains de ces nouveaux rebelles burundais.

Et sur la base des informations recueillies, ils disent aujourd'hui avoir une bonne vue de ce phénomène d'infiltrations et, par extension, des nouveaux groupes rebelles burundais.

2.VI.3.5 Le degré d'affectation de la population

Il était inattendu que les groupes armés Burundais qui s'infiltrèrent en RDC, alimentent le marché des armes illicites. Il est surprenant que les combattants armés viennent s'approvisionner pendant la journée et rentent dans la forêt. Entre autres transactions qui les intéressent est la vente des armes.

Les congolais de la RDC les acquièrent à bas prix au taux de 52,7%. La force influente de la baisse du prix est qu'ils les acquièrent sans dépenser des frais de transports à l'ordre de 42% ni de douanes aux frontières.

VII. IMPACTS SOCIO ECONOMIQUES

2.VII.1 IMPACTS SOCIO ECONOMIQUES AU BURUNDI

Les données recueillies sur terrain montrent que sur le plan économique, au niveau très élevé les répondants évoquent la diminution de la circulation des biens, des services et des personnes qui se fait suivre de l'installation des prix et de la suspension des activités quotidiennes.

2.VII.1.1 Les impacts du conflit sur l'économie

Sur le plan économique, au niveau très, un pic de 81,3% des répondants évoquent la diminution de la circulation des biens et des personnes tandis qu'au niveau élevé, 38% invoquent l'installation des prix instables. D'autres situations qui inquiètent la population est le pillage et vol au taux de 20,7% dans un contexte parlant la suspension des activités quotidiennes avec un pourcentage de 21,3%. Toutes ces situations s'expriment à 3% comme étant les signes d'une crise économique.

Le taux de croissance est un indicateur d'augmentation de la production, création des emplois, richesse nationale et enfin de compte amélioration du bien-être collectif si une meilleure répartition des ressources nationales s'en suit. Or, dès la fin de la guerre en 2005 jusqu'en 2014, le Burundi n'a jamais eu un taux de croissance suffisant pouvant lui permettre de décoller économiquement, de récupérer le manque à gagner perdu pendant la guerre. Le Burundi a eu un taux de croissance moyen de 4% alors que les experts exigeaient 7%. Après une année d'une crise profonde ponctuée de violences, l'économie du Burundi est aujourd'hui sinistrée sous les effets combinés du blocage politique en cours et des sanctions de la communauté internationale, qui font désormais de ce pays le plus pauvre du monde. « L'économie commençait à se stabiliser, l'inflation était maîtrisée et avec une croissance moyenne de quelque 4,5 % depuis plusieurs années, le Burundi semblait sur la bonne voie. Mais la crise actuelle a eu des effets catastrophiques, notamment sur les finances publiques et le secteur formel ». Le Burundi s'efforçait de sortir d'une longue guerre civile (1993-2006) qui avait fait plus de 300 000 morts et ruiné son économie. Mais l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza, fin avril 2015, pour un troisième mandat jugé illégal par l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp, a tout remis en cause pour soutenir ces remarques. L'économie burundaise a connu une croissance négative de 7,4 % en 2015, selon le FMI. La crise a eu un impact direct sur des secteurs clés. « Le secteur de l'hôtellerie est totalement sinistré.

A tous ces effets s'ajoutent le Prix instable des biens dus à l'inflation, la diminution de la circulation des biens et des personnes, le Pillage et vol des biens la suspension des activités quotidiennes.²

2.VII.1.2 Impact Sur le travail individuel

Au lieu du travail individuel, les dirigeants font la dictature et échappent vaillamment aux bonnes manières de gouvernance tel que le manque de concertation à la prise de décisions dictée par le comportement de ce qu'ils appellent mains invisibles(33%) . La source de ce comportement est profonde et occasionne des divisions socio-économiques et la corruption (24,6%). Un élément pas comme les autres a eu lieu par la destruction méchantes et le vol du patrimoine possédé par le public(13,4%) au vue des policiers de qui la population a robustement écarté sa confiance jusqu'à 46,9% de perte. Il est très étonnant que dans un conflit politique, la population opte un comportement de destruction méchante des biens publics et privés. Il était frappant d'observer qu'une population sensée jouir de la protection de la police perde confiance en elle. Devient désespérée et Opte pour fuir quand elle la perçoit.

Il est aussi frappant et dramatique qu'une population affame par un conflit arme soit aussi sous le fardeau de la corruption.

²Source Jeune Afrique avril 2016

La prolifération des armes illicites a des effets négatifs dans tous les domaines de la vie d'un pays et d'autres pays dans les domaines tels que l'agriculture, dans le commerce, dans l'enseignement, etc.

Témoignages

1. Un gestionnaire d'un grand hôtel de Bujumbura se lamente en confirmant qu'il n'a gardé qu'un dixième de son personnel pour ne pas mettre la clé sous la porte, à cause de l'investissement et des crédits bancaires contractés, pour l'AFP et sous couvert d'anonymat le propriétaire. Durant les quatre premiers mois de la crise, il n'a eu que deux clients pour plus de 50 chambres, dit-il.

2. Un professeur d'université Aujourd'hui explique que la plupart des hôtels de Bujumbura ont fermé ou ont fortement réduit leur personnel. « Cela a un impact négatif sur toutes les banques qui ont financé la construction de dizaines d'hôtels car le secteur était porteur depuis plusieurs années mais aujourd'hui, plus personne ne les rembourse ».³

3. Un gestionnaire de la régie des œuvres universitaires nous révèle que pour la première fois depuis la création de l'Université du Burundi en 1964, le petit-déjeuner a été supprimé depuis février dans les restaurants universitaires. Les étudiants n'ont même plus droit à la viande.

4. **Thierry Vircoulon** de l'International Crisis Group nuance Toutefois qu'il existe « deux économies parallèles au Burundi : l'économie formelle très concentrée à Bujumbura et l'économie rurale, peu monétisée, à la limite de la survie et qui concerne la majorité des Burundais », environ 90% de la population. Bien que moins affecté, le monde rural, déjà en proie à une pauvreté extrême, est aussi touché en raison des coupes dans les programmes publics de santé, d'éducation et d'infrastructures.

5. Les pays occidentaux, principaux donateurs bilatéraux, l'Union européenne (UE) ont officiellement annoncé la suspension de l'aide directe le 14 mars 2015 et cela pèse grandement sur l'économie de l'Etat.

2.VII.1.3 Effectifs des cas d'abandons scolaire par province

Ordre	Province	Effectifs
1	Bubanza	4012
2	Cibitoke	4472
3	Bujumbura	2401
4	Karuzi	9876
5	Cankuzo	7978
6	Mwaro	1678
7	Rutana	11475
8	Bururi	1982
9	Makamba	7600
10	Muyina	10903
11	Ngozi	3512
12	Kayanza	3890
13	Rumonge	3224
14	Muramvya	3997
15	Gitega	1116
16	Bujumbura Mairie	8194
17	Kirundo	7194
18	Ruyigi	23649
	Total	115193

³ Source : Idem

Il est frappant que les enfants sur le bas de l'école soit hautement victime des conflits politiques internes jusqu'à assister à plus de 10% d'abandons scolaires. Quant ils quittent le bas de l'école ils deviennent sans assistance, frappés par la délinquance juvénile, ils consomment abusivement de la drogue. Ceux qui se lancent dans le secteur du travail, ils sont discriminés par leur statut de jeunesse, ce qui les rendent plus des victimes du conflit armé burundais.⁴

2.VII.1.4 Impact sur la vie quotidienne de la population

Sur le plan économique, au niveau très au niveau très élevé, la quotidienneté de la vie a été foudroïment frappée par la chute du pouvoir d'achat (93,2%) et la diminution de la cohésion sociale entre de l'ethnie hutu et l'ethnie tutsi (74,6%). A un niveau élevé, la liberté d'expression a chuté de 59,3%. La perte de confiance aux forces de l'ordre dont principalement les policiers et la documentation est évaluée à 30%, ce qui a occasionné l'impunité et la vengeance à un pourcentage de 28,2%. Il était inattendu qu'avec des manifestations pacifiques, on finit par entrer dans la suite à la perte de la liberté d'expression par crainte d'emprisonnement, de torture, d'enlèvement ou d'assassinat.

2.VII.1.5 Impact au niveau national et régional

2.VII.1.5.1 Impact au niveau national

Il était inattendu qu'il y ait une crise économique inondée d'une grave carence caractérisé par la pauvreté, l'inflation et la malnutrition qui sont nés suite justement au manque de devise, des produits d'importation tel que inexplicablement les facteurs d'oxygénation du poumon national come le carburant, les médicaments et les engrais chimiques. . il n'est donc pas étonnant d'assister à la malnutrition généralisée, à la pauvreté et à l'inflation quand même certains bailleurs de fonds importants se sont retirés du circuit des aides.

2.VII.1.5.2 Impact au niveau régional

Il est surprenant qu'un conflit politique interne se répercute sur la vie des pays voisins de tel enseigne qu'on assiste à la détérioration des relations interhumaines et inter-pays qui freine la circulation des biens, des services et des personnes. Il est évident qu'avec une crise armée, la population menacée ou sous panique se sauve pour chercher refuge ailleurs.

Il était inattendu qu'il y ait une crise économique inondée d'une grave carence des devises, des produits d'importation tel que le carburant, les médicaments et les engrais chimiques.

2.VII.1.6 Comparaison des recettes de l'OBR de l'exercice 2014 et 2015

Ce qui est inattendu et étonnant est que les exonérations ont augmenté à un très grand pourcentage en 2014 à 2015, alors que certains investisseurs exonérés avaient fuit le pays et quelques bailleurs avaient suspendu les aides au gouvernement burundais.

types de recettes	recette de 2014	recettes de 2015	différence	variation en
Produits fiscaux				
recettes internes	343 863 791 539	319 655 028 507	-24 208 763 032	-7,0
recettes douanières	228 081 107 029	225 136 995 956	-2 944 111 073	-1,3
sous total des recettes fiscales	571 944 898 568	544 792 024 463	-27 152 874 105	-8,3
Produits non fiscaux				
recette interne	71 034 130 389	31 989 286 051	-39 044 844 338	-55,0

⁴Rapport du journal Iwacu sur les cas d'abandons de l'année 2015-2016

recette douanière	12 698 457 625	13 882 409 054	1 183 951 429	9,3
sous total recettes non fiscales	83 732 588 014	45 871 695 105	-37 860 892 909	- 45,2
total des recettes	655 677 486 582	590 663 719 568	-65 013 767 014	-9,9
Exonération	17,28%	20,88%	3,6%	20,3%

Les recettes 2015 ont connu une forte diminution de 65013767014fbu soit 9,9% par rapport à celle de 2014. Ce qui est inattendu est que les exonérations ont augmenté passant de 17,28% en 2014 à 20,88% EN 2015, alors que certains investisseurs exonérés avaient fui le pays et quelques bailleurs ont suspendus les aides au gouvernement burundais.

2.VII.1.7 Le bilan des recettes de l'OBR pour l'exercice 2015 et les perspectives pour 2016

Selon les informations recueillies, Les recettes totales au cours de l'année 2015 n'ont pas été bonnes suite à la situation d'insécurité qu'a connue le pays. L'OBR est dépassé les conséquences de la crise armée en matière de fraude et corruption, même s'il envisageait de mettre en place une stratégie de lutte contre ces fléaux, selon les informations recueillies auprès d'un agent de cette institution, l'OBR était resté confronté à l'absence du système informatique au niveau des postes intérieurs qui pourrait faciliter la communication entre ces derniers et la centrale.

Les recettes totales au cours de l'année 2015 n'ont pas été bonnes suite à la situation d'insécurité qu'a connue le pays, a indiqué le commissaire général de l'Office burundais des recettes (OBR) précisant que seuls 590,6 milliards de francs burundais ont été collectés contre une prévision de 720 milliards de francs burundais.

Il a signalé que toutefois, l'OBR a enregistré des réalisations, a déclaré son commissaire général, citant entre autres le déploiement de ses agents aux ports de Dar-Es-Salam en République Unie de Tanzanie et à Mombasa au Kenya, ainsi que l'électrification du poste de Kobero à Muyinga (nord du pays). Ceci va permettre à la population environnante de s'approvisionner en électricité. Par ailleurs, il a-ajouté qu'il y a eu même 11 employés de l'OBR qui ont été licenciés pour cause de corruption. Il a fait savoir que l'OBR reste confronté à l'absence du système informatique au niveau des postes intérieurs qui pourrait faciliter la communication entre ces derniers et la centrale.

En en 2015, l'OBR prévoit, comme perspectives pour l'année 2016, collecter 678 milliards de francs burundais, recruter 100 nouveaux employés supplémentaires et remplacer 30 employés dont certains ont été révoqués et d'autres promus ailleurs. Il va aussi construire son propre bâtiment qui servira de siège social, mettre en place une stratégie de lutte contre la fraude et la corruption au sein de l'OBR. En fin il ajoute que l'OBR va continuer les sensibilisations des contribuables afin de les convaincre pour payer les impôts.⁵

2.VII.1.8 La comparaison des recettes par rapport aux prévisions sur l'assiette fiscale de 2016

C'est frappant que la différence (129,4 milliards) entre les prévisions et les recettes soit énorme d'une manière inexplicable alors que la crise semble commencer au deuxième semestre de l'an 2015.

En chiffres cumulés, les recettes collectées par l'OBR au cours de l'année 2016 s'élèvent à 637,45 milliards de BIF (environ 378 millions de dollars). Ces chiffres dépassent les prévisions (596,25 milliards de BIF) de 41,20 milliards de BIF, soit 6,91%.

Il a fait savoir que le troisième trimestre a été beaucoup plus performant avec une couverture de 114,5% suivi par le deuxième (108,2%) et le quatrième (105,9%) tandis que le premier trimestre vient en dernière position avec 99,1%.

⁵ Source : Rapport annuel de l'Office des Recettes du Burundi, OBR

Il a montré également que l'année 2016 a été très performante par rapport à l'exercice 2015 (le pays était en proie avec une crise politique débutée à la fin du mois d'avril et qui a suffisamment affecté l'économie burundaise) avec en effet, a-t-il dit "un accroissement de 7,92%".

Il y a les procès-verbaux d'infractions en matière douanière et fiscale qui ont été constatées et mises sous analyse, les dossiers des fraudeurs qui ont été traités, plusieurs réformes qui ont été entreprises dans le but de simplifier les procédures et de faciliter le commerce ainsi que l'éducation et la sensibilisation des contribuables. Le commissaire général de l'OBR a indiqué que l'institution qu'il dirige continuera à mener des réformes et surtout qu'il compte mettre en exécution les mesures de collecte des recettes intérieures contenues dans la loi budgétaire 2017, ces recettes devant atteindre 70,4% dans le budget total 2017.

2.VII.2 Impacts socio-économique du conflit armé burundais sur le pays voisin la République Démocratique du Congo

Nonobstant une légère hausse de 43,2 milliards en 2016 par rapport à l'an 2015 entre les prévisions et les recettes, celles-ci restent toujours inférieures aux recettes de 2014 qui étaient de 720 milliards.

Ce qui est surprenant est que suite à cette situation dévastatrice causée par le conflit armé, le peuple Burundais a des difficultés de résister au manque de devise, des produits d'importation comme le pétrole, des engrais chimique, des médicaments, du matériel scolaire, du matériel de construction et de l'ingénierie dans un contexte de manque d'électricité généralisée, de désinvestissement, de retrait des hommes d'affaire, de retrait de bailleur de fonds et du désistement des ONG Internationales.

2.VII.2.1 *Impact sur la vie quotidienne de la population du point de vue individuel*

La diminution de la circulation des biens et des personnes est hautement élevée jusqu'à 82% des réponses. Suite aux conséquences de la peur (23,5%) face aux faits rançonnant (16%), la population opte de passer les nuits à faire des rondes nocturnes qui les affectent au degré élevé de 29,3%. La vengeance exprimée à valeur de 24,7% ne semble pas avoir de lien avec le conflit armé au Burundi. Il était inattendu que les rebelles burundais demandent des rançons aux personnes enlevés. Quoique les frontières entre le Burundi et la République Démocratique du Congo RDC restent ouvertes, il est regrettable pour les populations des pays voisins que la circulation des biens et des personnes connaisse une diminution en leur faveur.

2.VII.2.2 *Impact sur la vie quotidienne du point de vue communautaire*

En RDC, le flux d'un grand nombre de réfugiés burundais est exprimé au taux de 74,7%, suivi de la crise économique extériorisée au pourcentage de 61,3%. Ces taux très élevés sont révélés dans un contexte de prolifération des armes dans un rapport de 22% dont leur utilisation a conduit à la déchirure du tissu communautaire coquant la population jusqu'à 21,3%.

Alors que tout réfugié burundais n'est pas un rebelle, suite à la suspicion qui caractérise certains agents de force de l'ordre, on signale des arrestations et des emprisonnements de cette catégorie de burundais innocents qui y restent emprisonnés et les autres sont expulsés pour connaître le sort des rebelles attrapés. Alors qu'il ya toujours la présomption d'innocence, il est surprenant que les réfugiés burundais soient expulsés du pays d'accueil SUR LE pré jugement présumptif qu'ils portent la casquette de rebelle, Ce qui est très inexplicable dans un Etat de droit.

2.VII.2.3 *Effets d'entraînement transfrontalier sur le plan socio-économique*

Sur le plan économique, au niveau très, un pic de 81,3% des répondants évoquent la diminution de la circulation des biens et des personnes tandis qu'un niveau élevé, 38% invoquent l'installation des prix instables. D'autres situations qui inquiètent la population est le pillage et vol au taux de 20,7% dans un contexte parlant la suspension des activités quotidiennes avec un pourcentage de 21,3%. Toutes ces situations s'expriment à 3% comme étant les indicateurs d'une crise économique. IL est inexplicable que le conflit interne burundais puisse avoir directement des retombés négatifs sur le sol congolais sur le plan socio-économique. Il apparait aussi incompréhensible que les réfugiés qui

ont fui l'insécurité vers un pays étranger soient sous risque d'être préjugé présomptivement de rebelles.

2.VII.2.4 Le degré d'affectation du conflit burundais sur la population de l'Est de la RDC

Les conséquences du conflit armé actuel au Burundi ont affecté le degré d'aggravation du conflit latent en RDC. La circulation des armes détenues dans la région est un risque majeur qui conforte la militarisation des civiles. Il était inattendu que le conflit interne au Burundi vienne envenimer les relations conflictuelles et sécuritaires latentes en RDC à un niveau très élevé. Entre autres facteurs favorisant est la forêt car il n'est pas surprenant que les combattants armés viennent s'approvisionner pendant la journée et rentrent dans la forêt.

2.VII.2.5 Impact sur la vie quotidienne de la population

Ce qui affecte fortement la vie individuelle de la population est la diminution de la circulation des biens, des services et des personnes. Cependant pour faire face aux conséquences de la peur aux faits rançonnant, la population opte de passer les nuits à faire des rondes nocturnes pour se protéger. Il est inopiné d'entendre que les rebelles burundais demandent des rançons aux personnes enlevées dans un pays qui n'est pas le leur.

Les taux très élevés sont révélés par l'exigence des cotisations pour soutenir les rebelles ainsi que la crise économique et l'abondance des réfugiés. Les taux élevés qui suivent évoquent les déchirures du tissu social, la prolifération des armes et l'arrêt et la remise illégale des réfugiés burundais en RDC aux gouvernements burundais. Alors que tout réfugié burundais n'est pas un rebelle, suite à la suspicion qui caractérise certains agents de force de l'ordre, on signale des arrestations et des emprisonnements de cette catégorie de burundais innocents qui y restent emprisonnés et les autres sont expulsés pour connaître le sort des rebelles attrapés.

Alors qu'il y a toujours la présomption d'innocence, il est étrange que les réfugiés burundais soient expulsés du pays d'accueil sur le pré-jugement présomptif qu'ils portent la casquette de rebelle, Ce qui est très inexplicable dans un Etat de droit.

Les réponses des personnes interrogées affirment que les effets négatifs sur le coût de la vie s'élèvent à un pourcentage de 93,7% des répondants.

Des populations à l'âge de production de 20 à 55 ans rencontrées et interrogées dénoncent la diminution de la production agricole qui soit conséquente au fait que les biens et services ont diminué, que le pouvoir d'achat a chuté et que les réfugiés burundais ne sont pas assistés devenant d'une part une charge des personnes qui ne produisent pas pour le pays.

2.VII.2.6 Les effets économiques au milieu rural et urbain

Globalement, Sur le plan économique, on observe sur le marché des biens et services que les prix sont devenus instables et que l'inflation domine. On remarque aussi la survenue des pillages et vols. Ce qui est malheureux au plan économique est que la crise armée a entraîné une crise économique où le pillage et le vol main armée entraînent la suspension des activités quotidiennes et par voie de conséquence la diminution du rendement.

Au point de vue plan social, la première conséquence est la pauvreté partagée qui se fait suivre de la délinquance. Il était inattendu qu'à côté du Burundi, il y ait un pays voisin qui soit frappée par la chute de la cohésion sociale entre les ethnies au lieu de s'unir pour combattre la pauvreté. Le banditisme et le viol sont exacerbés en milieu rural alors que le chômage s'accroît en milieu urbain. Le manque d'activité économique est équitablement partagé avec presque le même degré d'affectation tant le milieu urbain et le milieu rural.

2.VII.3 IMPACTS DU CONFLIT ARME SUR LE GENRE

2.VII.3.1 Les effets du conflit sur le genre au Burundi

Toutes les femmes ayant répondu aux questions disent que depuis le du conflit armé qui est revenu, les droits de la femme ont été violés à grand échèle, raison pour laquelle elles se sont impliquées dans l'action d'autodéfense.

L'implication spécifique de la femme dans le conflit n'est qu'une conséquence d'une situation pré-établie et la majorité n'y participent pas directement.

Selon les répondants de sexe féminin, de sexe masculin, jeunes filles et jeunes hommes, le conflit armée favorisé non seulement par la raison avancée par les manifestants contre le troisième mandat de l'actuel président jugé par l'opposition et certaines organisations de la Société civile d'illégal, mais aussi par la disponibilité, la circulation des armes illicites .

Ce conflit armé a eu des conséquences très fâcheuses sur les femmes. Des viols, des mauvais traitements, des tueries des femmes, de leurs enfants et leurs maries ont pesé lourdement sur elles.

Les cas de tuerie après des viols, d'assassinat et de mauvais traitement restent touchants et frappant dans le conflit burundais.

2.VII.3.1.1 La participation des femmes dans le conflit armé

Dans cette étude , certains prépondants interrogés ont confirmé la participation des femmes dans le conflit burundais de près ou de loin .Des réponses 90 répondants de sexe masculin et 86 personnes de sexe féminin montrent que la participation de la femme dans le conflit burundais concerne le cache des armes et desjeunes armés manifestants contre le 3^{ème} mandat dupouvoir de Bujumbura, la préparation des repas des manifestants, etla participation active dans la miniféstation en soi .

Nottons que la participation de la femme concerne uniquement la partie burundaise, ce qui est le contraire dans la partie de l'Est de la République Démocratique du Congo concernée par l'étude.

2.VII.3.1.2 Les victimes du conflit armé

Ce qui trouble spécifiquement les femmes à un niveau très élève c'est surtout la mélancolie, suite à la fatalité de leur progéniture dont le plus souvent la déscolarisation, la perte de la vie et la séparation familiale qui avoisine un taux de 90,9% des répondants suivi du veuvage effleurant 42,9%, ensuite des violences faites aux femmes avec un taux de 31,4%. Les femmes sont aussi victime des assassinats à valeur de 31,4% et encore des tortures avec un taux de pourcentage élevé à 21,1%. Relativement aux hommes et plus particulièrement des jeunes âgés de 18 ans à 35 ans, ils sont voué aux assassinats avec un taux de 88% des répondants en escorte des cas d'emprisonnement à la taille de 72,6%, et de massacre de leurs familles lors des fouilles perquisition à leur recherche ou de leur poursuite aux dimensions de 72,6%. Un autre taux élevé est celui de torture à leur égard qui s'égale aux taux de 54,3% derrière leur évacion vers d'autres lieux caches ou vers l'étranger au taux de 58% des répondant sans mettre de cote d'autres traitements inhumains et dégradant coudoie 16,9%.

Il est surprenant que les femmes subissent tous les maux pendant la crise, inexplicablement, elles sont violées par les agents qui sont sensés les porter et à la fin, elles sont traumatisées physiquement et psychologiquement.

2.VII.3.1.3 Les effets du conflit sur la scolarisation de la jeune fille

L'organisation **FENADEB** a lancé alors un cri d'alarme aux partenaires techniques et financiers de préserver l'intérêt supérieur des enfants burundais en finançant le secteur de l'éducation afin d'*«éviter que le Burundi ne devienne un centre de production des gangsters dans la sous-région.»* Et au gouvernement, d'agir directement sur les causes intra et extrascolaires de ces abandons dont les grossesses non désirées et de mettre sur pied une stratégie nationale visant le maintien des élèves à l'école.⁶

⁶ Source : Publication du journal Iwacu

2.VII.3.2 Impact du conflit sur le genre en République Démocratique du Congo

Même si la femme n'intervient pas directement dans des causes directes des conflits armés sanglants qui déchirent la RDC et d'autres pays de la sous-région, les ALPC en sont au moins l'élément catalyseur des conséquences que les femmes subissent au cours des conflits armés. La femme déteste le fait que lorsque les populations civiles ou les groupes rebelles se sentent lésés dans leurs droits et qu'ils possèdent des armes, ils penchent beaucoup plus à les utiliser pour faire entendre leur voix qu'à s'asseoir sur la table de discussion. Autrement dit, si en soi ce n'est pas l'accumulation des armes qui déclenche les malheurs quotidiens de la femme, il n'en demeure pas moins que leur propagation illicite encourage le recours à la violence y compris les violences faites aux femmes, laquelle est perçue comme une solution aux différends et tend à envenimer les conflits et à les rendre plus meurtriers. Les viols sexuels faits aux femmes au Sud Kivu auraient pu être évités si les armes n'étaient pas distribuées à l'avance aux populations. De même. Les répondantes méprisent encore que « *les problèmes de sécurité ont toujours été étroitement liés aux armes* ». La situation qui s'aggrave de jour en jour inquiète les autorités locales. Quant aux liens avec la crise burundaise qui a vu le jour en avril 2015 au Burundi, les personnes sur pieds ou en véhicules sont pillées du jour au lendemain sur leur passage par des groupes armés qui parlent kirundi et qui enlèvent souvent les femmes qu'ils violent sexuellement.

2.VII.3.3 Les retombées négatives du conflit armé burundais sur le pays voisin, la RDC

Selon des populations congolaises interrogées, l'impact du conflit armé Burundais a eu des retombées négatives sur le pays voisin la République Démocratique du Congo RDC.

Sur un nombre de répondants fixés à 150 personnes, les hommes adultes, Les femmes adultes, les jeunes hommes, les jeunes femmes et les enfants, tous ont été frappés. Le tableau qui suit retrace le degré d'affectations de chaque catégorie :

Les hommes adultes	
Insécurité	76,0%
Morbimortalité	22,0%
s'armer	1,3%
chômage	1,3%
Les femmes adultes veuvage et manque d'activités économiques	
violence faite aux femmes	98,7%
Morbimortalité	21,3%
Divorce	1,3%
prostitution	0,7%
Les jeunes hommes	
adhésion aux groupes armés	76,7%
chômage	36,0%
banditisme et vol	22,7%
criminalité	2%
Les jeunes femmes	
viol et violence	59,3%
prostitution	39,3%
suspension des activités quotidiennes	36,7%
grossesse non désirée	10,0%
chômage	0,7%
Les enfants	
Délinquance juvénile	76,1%

Abandon scolaire	76%
mauvaise éducation	39,3%
séparation parentale	22,7%
Les hommes adultes	
Insécurité	76,0%
Morbimortalité	22,0%
s'armer	1,3%
chômage	1,3%
Les femmes adultes veuvage et manque d'activités économiques	
violence faite aux femmes	98,7%
Morbimortalité	21,3%
Divorce	1,3%
prostitution	0,7%
Les jeunes hommes	Ladélinquance juvénile et déscolarisation des jeunes
adhésion aux groupes armés	76,7%
chômage	36,0%
banditisme et vol	22,7%
criminalité	2%
Les jeunes femmes	
viol et violence	59,3%
prostitution	39,3%
suspension des activités quotidiennes	36,7%
grossesse non désirée	10,0%
chômage	0,7%
Les enfants	
Délinquance juvénile	76,1%
Abandon scolaire	76%
mauvaise éducation	39,3%
séparation parentale	22,7%

Il est regrettable que 39,3% des répondants affirment que certaines femmes se sont données à la prostitution pendant que les activités quotidiennes ont été suspendues suite au conflit armés, ce qui est très frappant dans leur société.

D'une façon inattendue, 76% des répondants disent qu'un nombre non négligeable des enfants ont abandonnés l'école. Parmi eux, des filles à cause de la pauvreté e des grossesses non désirées, d'où la crise politique actuelle a frappé tout le monde mais chez la femme, elle a doublée ses conséquences liées aux grossesses non désirés et les maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA.

VIII. CONCLUSION GENERALE

Les réponses qu'apportent les populations, le personnel étatique, les membres des organisations non Gouvernementales et religieuses revêtent un caractère visible de neutralité de vision. Ils nous ont éclairé sur l'état des lieux de la disponibilité, de l'accès facile, de l'usage abusif des armes légères et de petit calibre illicites au cours de la période du conflit burundais avant, pendant et après les élections de 2015.

L'accès facile et la circulation des armes légères illicites incontrôlées entraînent des graves conséquences sur la sécurité des populations, sur le plan humanitaire, sur le plan économique et met la femme en danger permanent au Burundi et e République Démocratique du Congo ;

Les résultats de l'étude montrent que la circulation des ALPC est rendue bien plus facile par leurs caractéristiques physiques. Les armes légères et de petit calibre, comme le nom l'indique, sont très légères, faciles à transporter par une seule personne ;

En effet, la disponibilité, l'accès facile aux armes incontrôlées acerbent les conflits et ces conflits favorisent la demande d'armes légères illicites accessibles par les personnes impliquées dans le conflit, des voleurs à main armées, des violeurs des droits humains etc.

L'étude éclaire comment le conflit armé burundais pèse sur l'économie du Burundi et sur les pays voisins comme la République Démocratique du Congo.

Se référant aux réponses données par des répondants dont les femmes et des victimes du conflit burundais, les armes en circulation illicites mal utilisées par des groupes et personnes non autorisés suite au conflit Burundais pèsent sur la vie des femmes.

Le conflit burundais favorisé par l'accès facile aux armes pèse sur la vie des jeunes et les femmes en particulier qui constituent le capital humain.

Comme les partenaires au développement du Burundi que nous avons rencontré l'ont exprimé, le conflit armé burundais devrait cesser, pour que la paix, la sécurité pour tous, et la consolidation d'un Etat de droit soient une réalité vécue dans le pays.

Le contrôle d'armes à tous les niveaux et leur l'usage responsable est plus qu'une nécessité pour le respect de la mise en œuvre des conventions, des déclarations et des protocoles régionaux signés par les Etats, le Burundi en particulier et tous les Etats signataires du Programme des Nations Unies sur les Armes légères et de petit calibre, PoA.

L'observation de ces engagements est un outil qui répond aux préoccupations des populations burundaises et régionales en général qui aspirent la paix, la redynamisation du secteur économique et l'apaisement de la femme menacée par les conséquences fâcheuses due aux conflits armés.

Il ya un nouvel élément étonnant dans le conflit burundais, contrairement aux autres conflits que le Burundi a connus : les manifestations contre le troisième mandat présidentiel jugé illégal par les opposants, des organisations de la Société Civile et certains agents de la communauté internationale qui est l'objet du conflit armé actuel, la majorité de toutes les ethnies confondues appartenant aux groupes d'opposition, d'organisations de la Société Civile ...étaient unies pour une seule cause de revendiquer la protection des accords de paix d'Arusha et de la démocratie.